

Nouvelles locales du mercredi 26 juin 2013

@rib News, 26/06/2013 | Justice - Le Sénat burundais a procédé ce mercredi à l'approbation de la nomination de 6 personnes dans le domaine de la Justice. Il s'agit entre autres des présidents de certains Cours et Tribunaux et les substituts de Procureurs. Parmi eux le Substitut vice procureur général de la République dont les Sénateurs ont constaté le manque d'expérience et le bas âge. En effet, il a 34 ans et a une ancienneté de 4 ans. Le ministre Pascal Barandagi a expliqué qu'à y a peu de Hutu qui rempliraient les conditions d'une manière satisfaisante. Après des discussions, ont tous été approuvés   100%. [Rtnb/Bonesha]

  Economie - L'OLUCOME constate que la révision budgétaire qui est en train d'être opérée par les Parlementaires contient des dispositions qui sont lourdes de conséquences pour le petit peuple. Le président de cet observatoire constate am remment que le Gouvernement veut instaurer des taxes qui engendreront nécessairement la hausse des prix des produits de première nécessité. Gabriel Rufyiri estime que le Gouvernement ne devrait pas opérer une telle hausse puisque la population n'a pas de ressources suffisantes. Il trouve que c'est le petit peuple qui doit toujours supporter ces impôts et taxes alors que le produit de ces derniers est affecté à l'octroi d'avantages colossaux à certaines autorités qui n'en avaient pas avant. Il cite l'exemple des cadres de la 2 me vice-présidence à qui on veut obtenir des indemnités et avantages injustifiés. [Bonesha/Rpa/Isanganiro/Rtr]- Le PARCEM constate quant à lui que le

Gouvernement burundais s'est donné la prérogative de hausser les impôts et taxes d'une manière exagérée et pense à diminuer les dépenses. Le président de cette association trouve également que le Burundi a toujours cherché à cacher ses problèmes alors que s'ils étaient connus de tous, la solution ne devrait pas tarder à être trouvée. Ainsi, il a recours à la planche à billets à aussi d'une fa son non mesurée et ainsi, les conséquences devront être énormes. Faustin Ndikumana, le Gouverneme  continue de chercher l'argent au sein de la population qui n'en a pas. Il demande d'instaurer une justice fiscale afin que ceux qui disposent de moyens soient les plus sollicités pour payer ces impôts et taxes. [Rtr/Isanganiro/Bonesha/Rpa] | Santé - L'ordre des pharmaciens du Burundi s'insurge contre la volonté du

Gouvernement d'instaurer une taxe de 10% sur les produits de la santé. Selon le président de cet ordre, ces produits sont nécessaires pour la santé mais, la population peut les saboter pour s'adonner à d'autres pratiques qui ne sont pas bénéfiques à cause de la pauvreté. Il demande plutôt au Gouvernement de faire comme d'autres pays en allant négocier les prix de ces produits dans les laboratoires des sociétés qui fabriquent ces médicaments. [Bonesha] | Politique / Société

- Le parti Uprona dénonce la lecture des recommandations de la Réunion qui s'est tenue ce lundi sur le travail de la CNTB et celui de la Justice. Le président de ce parti estime que ce qui a été lu était composé de points de vue émis par certains participants mais qui n'ont pas réellement fait objet de consensus. Charles Nditije trouve que le Tribunal spécial pour traiter des conflits fonciers n'est pas du tout nécessaire puisqu'un tel Tribunal se conçoit en cas de dossiers pénaux. Selon lui, il y a lieu de demander aux Tribunaux ordinaires de traiter avec rapidité les dossiers en provenance de la CNTB puisqu'ils concernent des personnes qui sont dans des situations délicates. Il demande également la mise en place des représentants de la CNTB jusqu'au niveau communal pour que cette commission soit plus près de la population. [Bonesha]- Le FORSC demande que les travaux de la CNTB soient suspendus en attendant que la loi qui la régit soit amendée pour l'adapter à la Constitution. Dans une conférence de presse animée ce mercredi, Vital

Nshimirimana trouve en outre que la Cour spéciale viendrait renforcer les décisions de la CNTB et il demande l'intégration des litiges fonciers dans le système judiciaire burundais. Il demande aussi au Parlement de réviser la loi sur la CNTB pour la rendre constitutionnel. Selon lui, le fonds d'indemnisation prévu par Arusha devrait être mis en place pour aider à résoudre les problèmes liés aux conflits fonciers. Il constate aussi avec regret la mise en place de la CNTB avant celle de la CVR. [Rpa/Bonesha/Isanganiro/Rtr]- Le parti FNL dénonce la propagande de certains partis politiques en utilisant le travail de la CNTB. Dans un communiqué de presse rendu public ce mercredi, le Secrétaire général de ce parti estime que le Tribunal spécial pour les litiges fonciers viendrait aider à résoudre ces conflits fonciers qui résultent des décisions de la CNTB. Jacques Bigirimana trouve par ailleurs que toute décision doit être susceptible de révision et que la Cour suprême reste garant du respect de la loi dans le domaine des Cours et Tribunaux grâce à sa Chambre de cassation. Il ajoute que le dialogue social devra continuer pour qu'une solution durable soit trouvée à ces questions. [Isanganiro/Rpa/Rtr] | Droit de l'Homme - Un habitant du quartier Swahili de la ville de Muyinga est incarcéré depuis ce

lundi dans les cachots de la Police judiciaire dans cette province. En effet, Janvier Nimubona a porté un porté dimanche dernier un tricot portant une photo d'Hussein Radjabu et le soir, il a re su un coup de fil du gouverneur lui demandant de lui apporter ce tricot. Arrivé au bureau provincial ce lundi matin, il a été auditionné par le Gouverneur qui lui demandait d'où il a eu ce tricot et il a répondu qu'il l'a re su d'un ami. Janvier Nimubona a alors été accusé par le Gouverneur de la province de Muyinga de perturbation de la paix et de distribution de tracts. Selon certaines sources, il y aurait près de 2000 tricots de la même marque qui seraient entrés dans le quartier Swahili de la ville de Muyinga. Le Gouverneur de cette province n'a pas voulu répondre au téléphone pour en dire un mot. [Bonesha]- Une personne ayant été tortur e au Rwanda estime qu'elle est menacée par des policiers qui veulent le tuer. Zacharie Ngezubuhoro habite la commune Butaganzwa de la province Ruyigi et affirme que des policiers lui ont téléphoné pour lui dire qu'ils désirent voir son domicile afin qu'ils l'aident à témoigner contre Rwembe. De plus, il affirme qu'il constate de plus en plus de policiers patrouillent sur sa colline. Il fait savoir qu'il ne loge plus dans sa maison et a aussi peur pour la sécurité de sa famille. L'Administrateur communal affirme qu'il n'était pas au courant de cette situation. Les défenseurs des droits de l'homme de Ruyigi estiment qu'il y aurait un plan d'élimination de cette personne pour faire disparaître les preuves de la culpabilité de Rwembe et ainsi intimider les autres personnes qui auraient un témoignage contre ce dernier. Selon le représentant de l'APRODH dans cette province, il n'est pas du tout nécessaire de connaître le domicile de Zacharie pour témoigner contre Rwembe. Ils demandent qu'il soit protégé et ainsi les autres témoins. [Isanganiro] | Education - Les enseignants réunis au sein du syndicat CONAPES reprennent le travail ce jeudi. Dans un communiqué rendu public ce mercredi dans l'après midi par le comité directeur de ce syndicat, cette décision a été prise pour se montrer souple avec le

Gouvernement et lui montrer ainsi sa bonne foi et pour qu'un bon climat soit instauré entre le syndicat et le Gouvernement. Il ajoute que la grève devra reprendre à chaque fois que les circonstances l'exigent.
[Rtnb/Rpa/Bonesha/Isanganiro]